



Berne, février 2019

Auteure : Pauline Robert

Australie



1 Informations générales

Surface:	7'741'220 km ² (Suisse : 41'290 km ²)
Capitale:	Canberra
Population:	23.5 Mio. (estimation 2018) ¹
Croissance de la population:	1.01% (estimation 2018)
Chef d'Etat:	Reine Elisabeth II, représentée par le gouverneur général Sir Peter John Cosgrove (2014)
Premier ministre, chef d'Etat:	Scott Morrison (2018)
Ministre des affaires étrangères:	Marise Payne (2018)
Ministre du commerce, tourisme et des investissements:	Simon Birmingham (2018)
Ministre des finances:	Mathias Cormann (2013)
Directeur de la Banque centrale:	Philip Lowe (2016)

1.1 Indicateurs économiques importants²

	2017	2018	2019	2020
PIB (USD mia. prix courants)	1'317	1'381	1'442	1'515
PIB/habitant (USD prix courants)	52'976	54'646	56'131	58'046
Croissance (% du PIB prix constants)	3.1	3.0	2.9	2.8
Taux d'inflation (%)	2.4	2.5	2.5	2.5
Taux de chômage (%)	6.1	5.9	5.8	5.6
Balance courante (% du PIB)	-3.3	-3.4	-3.3	-3.3
Balance commerciale (USD mia.) ³	10.5	17.8	12.5	3.7
Dette extérieure (USD mia.) ³	1'663	1'755	1'935	2'120
Dette publique (% du PIB)	37.6	36.6	35.4	34.0
Réserves internationales (USD mia.) ³	66.6	53.9	53.1	53.6

 = estimations

¹ CIA World Factbook, février 2019 <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/as.html>

² IMF, [World Economic Outlook Database](#), janvier 2019

³ EIU: [Economist Intelligence Unit Report](#), janvier 2019

1.2 Commerce extérieur et investissements (2017-18)⁴

Les partenaires commerciaux les plus importants de l'Australie (perspective australienne) :

Commerce de produits et de services 2017-18 :

Rang	Pays	Exportations (USD mio.)*	Part	Var.	Rang	Pays	Importations (USD mio.)	Part	Var.
1	Chine	123'274	30.6%	+25.2%	1	Chine	71'346	18%	+11.1%
2	Japon	51'328	12.7%	+12.7%	2	USA	48'752	12.3%	+6.2%
3	Corée du Sud	23'628	5.6%	+5.9%	3	Corée du Sud	28'674	7.3%	+80.9%
4	USA	21'424	5.3%	+5.3%	4	Japon	26'276	6.6%	+9.2%
5	Inde	21'145	5.2%	+5.2%	5	Allemagne	18'185	4.6%	+9.8%
23	Suisse	2'369	0.6%	+0.6%	19	Suisse	4'227	1.1%	+5.5%
Total		403'241	100%	+7.9%	Total		395'400	100%	+9.0%

*Remarque : en raison de fortes variations de la valeur du dollar australien (AUD), les chiffres sont à considérer avec prudence. La dépréciation du dollar australien a soutenu l'économie exportatrice australienne, y compris le tourisme. Le taux de change utilisé pour le tableau ci-dessus est celui de la Reserve Bank of Australia (RBA), 'annual average interbank exchange rate 2016': AUD 1 = USD 0.744

Depuis 2008, le commerce extérieur de l'Australie a augmenté de 4% en moyenne. Après un excédent commercial pour l'année 2010-11, l'Australie a essuyé un déficit d'USD 13.66 mia. en 2012-13. Cette tendance à la baisse s'est accentuée l'année fiscale passée, avec une chute de 10.2% des termes de l'échange australien. Les importations en biens et services ont augmenté de 2.2% avec un total de USD 259.7 mia, alors que les exportations ont diminué de 1.9% avec un total de USD 232.3 mia. Les volumes d'exportations ont doublé ces dix dernières années jusqu'à l'année fiscale 2014-15 qui a montré une chute relativement importante de la demande en matières premières chinoise. Après une chute de la valeur des exportations de trois catégories de matières premières (charbon, minerai de fer et gaz naturel), les exportations ont repris (+5.4%) pendant l'année fiscale 2016-17.

Exportations

Le secteur des matières premières (fer, charbon, gaz naturel) constitue aux deux tiers la structure des exportations de biens et de services australiens. L'Australie continue à s'appuyer sur l'exportation de matières premières, désirant notamment être un des leaders de l'exportation du gaz naturel liquéfié (GNL).

Le secteur de services (sauf la construction) contribue de manière importante au PIB national (75%). Les trois catégories de services les plus exportés sont liés à la formation (34.3%), les services d'affaires (y inclus les services de construction) (20%) et les services liés aux transports (9.2%). La valeur du commerce total de services a augmenté de 3.1% à USD 125.1 mia en 2016-17.

Importations

L'Australie a importé des biens et services à hauteur de USD 272.5 mia. (+1.4%) en 2016-17, dont les voitures (USD 16.5 mia.) et le carburant (USD 13.2 mia.) étaient les catégories de produits les plus importantes. La plus grande catégories d'importations de services a été les voyages privés (USD 28.5 mia.).

La Chine est le partenaire commercial le plus important de l'Australie depuis 2009, tant pour les biens que pour les services, avec un montant total de commerce bilatéral se montant à USD 133.8 mia. pour l'année fiscale 2016-17, ce qui représente 23.8% du commerce extérieur total. Le Japon se situe en deuxième position avec 9.3% du commerce extérieur total (USD 52.5 mia.), suivi des USA (9.0%, USD 50.9 mia.). Les membres de l'APEC contribuent à 71.9% du commerce extérieur total, les membres du G20 à 69.8%, les pays de l'OCDE à 43.7%, les membres de l'UE à 13.5%, et les membres de l'ASEAN à 13.7%.

⁴ Rapport économique de l'Ambassade, janvier 2019

Investissements étrangers

Les investissements étrangers en Australie ont augmenté de 3% (+USD 60.2 mia.) pour atteindre les USD 2'35 trillions à fin 2017. Les investissements de portefeuille représentent 54%, les investissements directs 26% et les dérivés financiers et autres investissements 20%. Les investisseurs les plus importants sont les USA (USD 637 mia, 27%), le Royaume-Uni (USD 341 mia, 15%), la Belgique (USD 217 mia, 9%), le Japon (USD 156 mia, 7%), Hong Kong (SAR of China) (USD 82, 4%) et Singapour (USD 58 mia, 3%). La Suisse est le 10^{ème} plus grand investisseur en Australie avec USD 42 mia (1.9%). Les investissements australiens à l'étranger ont augmenté de 3%, totalisant USD 1.74 trillion, avec en première destination les USA (USD 472.9 mia, 29%), suivis du Royaume-Uni (USD 255.1 mia, 15%), du Japon (USD 95.8 mia, 5%), de la Nouvelle-Zélande (USD 78.8 mia, 5%), de la Chine (sans le SARs) (USD 59.0 mia, 3%) et de l'Allemagne (USD 56.3 mia, 3%).⁵ Les entreprises australiennes ont investi USD 15.7 mia en Suisse, en la faisant la 13^{ème} destination d'investissements australiens à l'étranger.

En 2016-2017, les investissements des entreprises ont enregistré une baisse de 16,2% par rapport à 2015-2016. Cela est principalement dû à la réduction des dépenses consacrées à l'exploration et au développement de l'exploitation minière en Australie. Le secteur minier a été le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers au cours des dernières années (40,1% en 2015). Après le boom minier en 2011, la croissance de l'investissement direct étranger dans le secteur minier s'est ralentie.

L'agriculture est un secteur clé de l'économie australienne nécessitant des investissements en capital. Néanmoins, c'est une thématique également très sensible au niveau politique et les investissements étrangers sont soumis à la plus grande des surveillances. Les processus sont très règlementés⁶ et constituent souvent un obstacle à l'investissement. En 2015-16, le gouvernement australien a effectué des changements majeurs dans sa politique d'investissements. Depuis le 31 mars 2016, une approbation d'investissement étranger est requise pour les actifs en infrastructure 'critiques' vendus par les gouvernements des Etats et des territoires à des investisseurs étrangers tant privés que gouvernementaux.⁷

1.3 Situation économique

Structure de l'économie

L'Australie est la 13^{ème} économie mondiale⁸, membre de l'OCDE et du G20 (présidence en 2014). En 2018, le PIB de l'Australie a augmenté de 3 %, soit plus vite que celui de la plupart des économies avancées. Le moteur de l'économie reste la demande en matières premières en provenance de la Chine et de l'Inde, même si cette dernière a commencé à chuter depuis l'année fiscale 2014-15 (-27.1% fer, -5.2% charbon) après un boom ces dix dernières années, débutant ainsi une phase de consolidation des investissements dans ce domaine. Malgré un dollar australien relativement bas facilitant les conditions à l'exportation, il n'en demeure pas moins que le plus grand défi pour l'Australie est de réussir une transition d'une économie basée sur les matières premières à une économie davantage diversifiée soutenue par une meilleure productivité, surtout dans le domaine des services (lesquels contribuent au PIB à hauteur de 70.3%).

Politique économique

Le budget 2018-19 présenté en mai 2018 par le gouvernement a pour but de fournir un allègement fiscal pour réduire les pressions de coût des ménages et les PME, désireux soutenir les entreprises à investir et à créer des emplois, garantissant les services de santé essentiels, les services de retraite et de sécurité, ainsi que de garder les dépenses sous contrôle.⁹ Le gouvernement de coalition libérale-nationale a réaffirmé sa volonté d'atteindre le but relativement irréaliste d'arriver à un excédent budgétaire d'ici à 2020-21, de même que de défendre son statut d'économie AAA. La réforme du système fiscal et un rééquilibrage du

⁵ DFAT <http://dfat.gov.au/trade/resources/investment-statistics/Pages/statistics-on-where-australia-invests.aspx>

⁶ Foreign Investment Review Board – Agricultural: <http://firb.gov.au/investment/agricultural/>

⁷ <https://cdn.tspace.gov.au/uploads/sites/79/2017/04/1516-FIRB-Annual-Report.pdf>, p. 7

⁸ OCDE

⁹ Australian Government – *Budget 2018-2019*: <http://www.budget.gov.au/>

budget en parallèle de la réduction de la dette à long terme se feront au moyen de diverses mesures fiscales, comme des réductions d'impôts des contribuables, ou encore le taux de fiscalité des entreprises qui devrait passer de 30% à 25% d'ici à 2026-27. Le gouvernement va augmenter ses dépenses en infrastructures, notamment en investissant dans de grands projets comme une nouvelle voie ferrée pour le transport de marchandises entre Melbourne et Brisbane, un deuxième aéroport international à Sydney ou encore un projet hydraulique.

Malgré une hausse d'une pression inflationniste, la Banque centrale australienne n'augmentera son taux de remise (« cash rate »), jusqu'à début 2019. Le taux de chômage, quant à lui, a oscillé entre 5.4% et 5.6% l'année fiscale 2017-18, représentant une baisse par rapport au taux de 5.9% de mars 2017. Les prévisions envisagent un taux de chômage à 5.3% pour 2019¹⁰.

Conjoncture et perspectives

L'Australie détient un record de croissance économique ininterrompue depuis plus de 27 ans (2.2% en 2017). Néanmoins, la croissance a ralenti ces dernières années, résultant notamment de la baisse des prix des matières premières et de l'atteinte d'un pic des investissements de capitaux dans le secteur minier. En même temps, le secteur de la manufacture est sur le déclin depuis plusieurs années à cause d'un manque d'investissements réalisés pendant le boom minier. La détérioration des termes de l'échange fait également pression sur les revenus nationaux.

Les analystes sont préoccupés par le haut taux d'endettement des ménages et les risques potentiels d'un éclatement de la bulle immobilière. Début mars 2017, l'OCDE a mis en garde l'Australie par rapport au fait que le ratio endettement des ménages/PIB était de 203%, le cinquième plus haut au monde. Durant la dernière année fiscale, les prix ont augmenté de 8.3% à Sydney et de 9.4% à Melbourne. Cette poussée des prix au niveau national a été favorisée par la croissance de la population, un régime fiscal favorable, des investissements étrangers en provenance principalement de Chine et des ressources foncières limitées dans la construction.

L'Australie doit gérer la réussite d'une transition vers une économie davantage diversifiée au travers des sources alternatives de croissance. Les efforts du gouvernement, notamment au moyen de l'agenda national de l'innovation et de la science, vont dans ce sens. Une économie australienne davantage diversifiée, forte d'un réseau d'accords de libre-échange, et une éventuelle ouverture des marchés publics représente une opportunité pour les entreprises suisses.

Compétitivité internationale

La Suisse et l'Australie font toutes deux partie des Etats les mieux placés dans plusieurs classements internationaux. Dans le Global Competitiveness Index 17-18 (WEF 2017), l'Australie figure au 21^{ème} rang (Suisse : 1) et se place au 13^{ème} rang dans le Corruption Perception Index 2017 (Transparency International) (Suisse : 3). L'Australie figure au 23^{ème} rang du Global Innovation Index 2017 (Cornell, INSEAD, WIPO) (Suisse : 1). Les deux Etats se talonnent dans deux classements, avec l'Australie en 5^{ème} position dans l'Index of Economic Freedom (2018) (The Heritage Foundation) (Suisse : 4) et Sydney (10) qui suit Zurich de près (2) dans le classement du Quality of Living Ranking (Mercer Survey 2018).

¹⁰ Economist Intelligence Unit, Country Report Australia, 4 May 2018

1.4 Participation à des organisations économiques multilatérales / accords de libre-échange

Principaux processus/organisations internationaux:	BIS (Bank for International Settlements), C (Commonwealth), CCC (Customs Cooperation Council), ESCAP (UNO: Economic and Social Commission for Asia and the Pacific), G20 , IBRD (International Bank for Reconstruction and Development), IDA (International Development Association), IFC (International Finance Cooperation), ILO (International Labor Organization), IMF (International Monetary Fund), UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development), UNIDO (United Nations Industrial Development Organization), WB (World Bank), WIPO (World Intellectual Property Organisation), WTO (World Trade Organization)
Principaux processus/organisations régionaux:	ADB (Asian Development Bank), APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), ASEAN (Association of Southeast Asian Nations), ASEM (Asia-Europe Meeting), EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), OECD (Organisation for Economic Co-operation and Development), PIF (Pacific Island Forum), SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation)
Accords de libre-échange en vigueur :	Bilatéraux: Chine, Corée du Sud, Malaisie, Japon, ASEAN, Chili, Hong Kong, Indonésie, Pérou, USA, Thaïlande, Singapour, Nouvelle-Zélande
Accords de libre-échange en négociation	Régionaux: Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) ¹¹ inclus les 10 membres de l'ASEAN, AU-Gulf Cooperation Council GCC, Environmental Goods Negotiations (within the WTO), Trade in Services Agreement (TiSA) (mené par l'UE, les USA et l'AU), négociations ALE AU-UE à partir de début 2018 Bilatéraux: Inde, UK post-Brexit

2 Relations économiques bilatérales

Les relations bilatérales sont prometteuses, le potentiel n'ayant pas encore été atteint. La bonne santé de l'économie australienne, la forte demande d'investissements en infrastructure et ainsi que la demande croissante pour des produits et des services innovants témoignent des opportunités pour les entreprises suisses. La chambre de commerce helvético-australienne (SwissCham) comptabilise plus de 200 entreprises suisses actives en Australie.

Les entreprises suisses peuvent profiter de la politique de diversification de l'Australie, notamment dans les projets d'investissements d'infrastructure et le renforcement de la capacité à innover, deux domaines porteurs. Les secteurs comme les technologies financières, les cleantech, les TIC, les medtech, tout comme les transports ou les énergies renouvelables sont demandeurs du savoir-faire suisse. L'Australie a défini la Suisse comme pays de priorité stratégique sous son « National Innovation and Science Agenda ». De fait, de nouveaux fonds gouvernementaux sont disponibles pour la collaboration, par exemple le « Global Connections Funds » qui soutient la collaboration helvético-australienne entre chercheurs et PME.

¹¹ Le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) est un ALE *proposé* entre les dix membres de l'ASEAN (cf. ci-dessus) et les six Etats avec lesquels l'ASEAN a déjà signé des ALE (Australie, Chine, Inde, Japon, Corée du Sud et Nouvelle-Zélande). Le RCEP inclut plus de 3 mio personnes, a un BIP combiné d'env. 17 trillions de USD et contribue à hauteur de 40% au commerce mondial total. Le RCEP vise à couvrir le commerce de biens et de services, les investissements, la coopération économique et technique, la propriété intellectuelle, la concurrence et le règlement des différends. Le RCEP est une voie possible vers une région de libre-échange Asie-Pacifique qui, avec le CPTPP, contribuerait à créer une dynamique d'une réforme du commerce global. Le RCEP et le CPTPP sont des initiatives qui contribueraient toutes deux à une intégration régionale plus poussée.

2.1 Accords économiques et Memorandum of Understanding

- Accord du 28 février 1980 contre [la double imposition](#) dans le domaine des impôts sur le revenu (en vigueur depuis le 13.2.1981, révisé en juillet 2013)¹²
- Memorandum of Understanding on [Financial Consultation](#) between the Federal Department of Finance of the Swiss Confederation and the Department of the Treasury of the Commonwealth of Australia (en vigueur depuis le 20.4.2012)
- Accord du 28 novembre 2008 entre le Conseil fédéral et le gouvernement australien sur [le trafic aérien](#) (en vigueur depuis le 10.5.2011)
- Memorandum of Understanding between the Australian Prudential Regulation Authority and the Swiss Federal Office of [Private Insurance](#) regarding Cooperation and Exchange of Information (en vigueur depuis le 16.10.2008)
- Accord du 9 octobre 2006 entre la Confédération et l'Australie sur [la sécurité sociale](#) (en vigueur depuis le 1.1. 2008)
- Memorandum of Understanding between the Therapeutic Goods Administration Department of Health and Ageing of Australia and the Federal Department of Home Affairs acting in the name of the Federal Council of the Swiss Confederation regarding [therapeutic products](#) (en vigueur depuis le 29.3.2006)
- Convention du 13 novembre 1991 entre l'OFAEE (ancien SECO) et l'Australian Department of Employment, Education and Training sur [l'échange de stagiaires](#) (trainees) entre la Suisse et l'Australie (en vigueur depuis le 13.11.1991)
- Accord du 28 janvier 1986 sur [l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire](#) (en vigueur depuis le 27.7.1988)
- MoU du 28 octobre 2013 sur la collaboration dans le domaine de la science, de la recherche et de l'innovation entre le Department of Industry of Australia et le Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation (SEFRI).
- MoU University of Australia (UA) and swissuniversities du 27 novembre 2014 sur la collaboration entre l'UA et l'organisation faitière des universités suisses (en vigueur depuis le 27.11.2015)
- Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers du 29 octobre 2014 (en vigueur depuis le 1.01.2017)¹³
- MoU in respect of the Defence Material cooperation, signé le 20 novembre 2018

2.2 Commerce bilatéral¹⁴

Selon les statistiques australiennes, l'Australie a importé plus du triple de la valeur des biens et services de Suisse qu'elle n'en a exporté en 2016. Les importations de biens et services suisses en Australie ont représenté un total de USD 4.6 mia et les exportations seulement USD 1.5 mia. La chute du dollar australien survenue en 2014 contribue à aider les industries australiennes à gagner en compétitivité dans les marchés à l'exportation. D'un autre côté, tandis que le franc suisse continue d'affecter les exportations suisses, les produits suisses de qualité vont continuer à être demandés car ils ne sont tout simplement pas fabriqués en Australie (et pas non plus remplacés par d'autres substituts).

Marchandises¹⁵

L'Australie occupe une place de moyenne importance dans le commerce extérieur de la Suisse. Selon l'Administration fédérale des douanes, les exportations suisses vers l'Australie représentaient 0.8% des exportations totales en 2017 (21^{ème} rang), ce qui représente néanmoins plus d'exportations que celles vers la Russie ou le Brésil. En termes d'importations, celles-ci se situent au 30^{ème} rang, représentant 0.5% des importations totales suisses. La Suisse est néanmoins un partenaire commercial plus important que les statistiques ne daignent le montrer car une grande partie de matières premières australiennes se trouvant dans des produits semi-finis ne sont pas considérées dans celles-ci. Les trois catégories de produits les plus exportés vers l'Australie en 2017 sont les produits pharmaceutiques, les machines et les produits optiques/médicaux. Quant aux importations, la Suisse a

¹² Doit être remplacé par l'accord révisé signé le 30 juillet 2013.

¹³ <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20150667/index.html>

¹⁴ Rapport économique de l'Ambassade, janvier 2019

¹⁵ AFD, février 2018.

principalement importé des métaux précieux et de la bijouterie, des produits agricoles et des produits pharmaceutiques.

Services

Selon les statistiques australiennes, la Suisse se situe à la 18^{ème} place en termes d'exportations et au 23^{ème} rang en termes d'importations des plus grands partenaires dans l'échange de services avec l'Australie. L'augmentation constante du secteur des services ces 20 dernières années amène des possibilités pour les entreprises actives dans les médias et télécommunications, les services financiers, scientifiques, technologiques et de la construction. Il est à noter que la Suisse exporte un nombre croissant de transferts de propriété intellectuelle regroupant des brevets, des droits d'auteur, des marques déposées, des processus industriels et des franchises.

Un nombre toujours plus grand d'entreprises financières suisses investissent sur le marché de l'immobilier australien, dont des fonds de pension suisses.

2.1 Evolution du commerce bilatéral¹⁶

Année	Exportations (mio. CHF)	Evolution annuelle (%)	Importations (mio. CHF)	Evolution annuelle (%)	Solde (mio. CHF)	Total (mio. CHF)
1990	694	0.8	100	-13.6	594	794
1995	898	6.7	98.4	-19.8	799.4	996.4
2000	1'054	4.8	198.9	-9.7	855.1	1'252.9
2005	1'431	11.2	166.0	8.9	1'265	1'597
2009	1'973	-7.2	282	20.2	1'691	2'255
2010	2'178.5	10.4	320.3	13.4	1'858.2	2'498.8
2011	2'498.6	14.7	486.8	52.0	2'011.8	2'985.4
2012 ¹⁷	2'496.3	<i>pas comparable *)</i>	348.6	<i>pas comparable *)</i>	<i>pas comparable *)</i>	2'844.9
2013	2'395.2	-4.1	285.3	-18.2	2'109.9	2'680.5
2014	2'544.6	-12.5	547.7	-24.9	1'996.9	3'092.3
2015	2'416.7	-5.0	515.7	-5.9	1'901.0	2'932.4
2016	2'337.8	-3.3	902.4	75.0	1'435.5	3'240.2
2017	2'433.5	4.1	1'409.8	56.2	1'023.7	3'843.4
2018 (prov.)	2'746.0	12.8	1'125.0	-20.2	1'621.0	3'871.0
(Total 1)**	(2'693.8)	(12.5)	(425.0)	(84.3)	(2'268.8)	(3'118.7)
2019 (I-)	230.4	5.7	51.1	-37.2	179.3	281.5

*) A partir de 2012, modification de la méthode de calcul des importations (passage du pays de production au pays d'origine), ce qui rend parfois difficile la comparaison avec les années précédentes.¹⁸

**) "Total conjoncture" (Total 1): sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

***) Variation (%) par rapport à la même période de l'année précédente.

2.2.2 Répartition par groupes de marchandises

Exportations	2017		2018 (prov.)		
	Part	mio. CHF	Part	mio. CHF	+/- % 2018/2017
1. Produits pharmaceutiques	48.5	1187	42.7	1173.4	-1.2%
2. Machines	11.9	290	12.4	340.8	17.5%
3. Instruments optiques/médicaux	10.0	243	9.4	257.0	5.9%
4. Instruments d'horlogerie	8.2	200	8.7	240.1	20.2%
5. Produits agricoles	6.6	160	6.9	188.2	17.8%
6. Véhicules, avions, etc.	4.4	107	6.2	169.9	58.7%

¹⁶ Administration fédérale des douanes (AF), statistique du commerce extérieur (2019). Total général (Total 2): avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités.

¹⁷ Cf. www.ezv.admin.ch/themen/00504

¹⁸ **Chiffres du commerce incluant l'or, l'argent et les pièces de monnaie** : depuis le 1er janvier 2014, le commerce extérieur est comptabilisé avec l'or, l'argent, et les pièces de monnaie en fonction du pays et comme faisant partie intégrante de la statistique suisse du commerce extérieur (total 2) intégré sur la base de données Swiss-Impex. Par conséquent, les comparaisons entre 2014 et les années précédentes ne sont plus possibles.

Importations	2017		2018 (prov.)		
	Part	mio. CHF	Part	mio. CHF	+/- % 2018/2017
1. Métaux précieux, bijouterie	85.4	1'204	74.9	842.7	-30.0%
2. Produits agricoles	6.1	86	7.2	80.5	-6.7%
3. Produits pharmaceutiques	2.3	33	3.9	44.3	35.2%
4. Instruments optiques/médicaux	2.2	31	3.0	33.8	7.6%
5. Machines	0.9	13	2.5	28.6	120%
6. Instruments d'horlogerie	0.7	9	2.5	28.5	298.1%

2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)

L'assurance suisse contre les risques à l'exportation classe l'Australie comme 'HI' ('High Income'). Les pays de l'OCDE et les pays de la zone Euro ne sont pas catégorisés. Pour ces pays et les pays des catégories de pays 0 (0 peu de risques, 7 le plus risqué), la prime est calculée en principe en fonction des prix du marché.

2.3 Investissements directs

2.3.1 Investissements directs suisses en Australie¹⁹

Selon les statistiques de la BNS pour 2017, les investissements directs suisses en Australie représentent CHF 15.4 milliards.

2.4 Tourisme et migration²⁰

En 2017, 24'924 Suisses étaient enregistrés en Australie²¹. Il y avait 3'294 citoyens australiens inscrits en Suisse²². En 2017, 51'000 Suisses (+7.2%) ont fait des vacances en Australie. De janvier à septembre 2018, le nombre de touristes australiens a atteint un nombre record de 274'00 nuitées. Pour 2019, la croissance positive devrait se poursuivre de + 5% par rapport à 2018. Suisse Tourisme dispose d'un bureau à Sydney depuis 2010, ce qui a contribué à augmenter le nombre de visiteurs australiens en Suisse.

2.5 Dernières visites (sélection)

- 2011 Rencontre entre CF Calmy-Rey et Min. des Affaires étrangères Rudd en parallèle du UN-GSP in Helsinki.
- 2012 Rencontre entre BR Schneider-Amman et le Min. du Commerce Emerson, en parallèle du WEF à Davos
Rencontre entre CF Burkhalter et le Min. des Affaires étrangères Rudd en parallèle du WEF à Davos.
- 2013 Visite de CF Didier Burkhalter en Australie
Rencontre entre CF Schneider-Amman et Min. du Commerce et des Investissements Andrew Robb en parallèle de la Conférence des Ministres de l'OMC à Bali
- 2014 Rencontre entre CF Burkhalter et Min. des Affaires étrangères Bishop à Neuchâtel
- 2014 Mission économie-innovation de la Secrétaire d'Etat à l'économie Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch en Australie, 25 au 28 novembre 2014

¹⁹ Rapport économique de l'Ambassade, janvier 2019

²⁰ Rapport économique de l'Ambassade, janvier 2019

²¹ OFS – Suisses de l'étranger

²² OFS – Population résidante permanente étrangère selon la nationalité

2.6 Chambres de commerce

SwissCham Australia

Peter Pluess (**National President & Chairman of the Board**)

Martin G. Scarpino (**CEO**)

Level 3, 189 Kent Street

Sydney, NSW 2000

Australia

E-mail: martin@swisscham.com.au

Internet: www.swisscham.com.au

Australian Swiss Chamber of Commerce and Industry (ASCCI)

c/o C-Matrix Communications AG

Victoria Tanner (President)

Ueli Sommer (Chairman of the board)

E-mail: vicki.tanner@cmatrix.ch www.australianchamber.ch